

Service Environnement et Prévention des risques  
10 rue Claudius Buard  
Immeuble Le Continental  
42000 St Etienne

St Etienne, le 12/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**VALEYRE ET CIE**

LIEU DIT LA GARE

CHEZ GAME

42620 Saint-Martin-d'Estréaux

Code AIOT : 0054200809

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2024 dans l'établissement VALEYRE ET CIE implanté LIEU DIT LA GARE CHEZ GAME 42620 Saint-Martin-d'Estréaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Inspection réalisée suite à la pollution constatée le 31/01/2024 suite à des rejets de l'établissement SAS VALEYRE.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALEYRE ET CIE
- LIEU DIT LA GARE CHEZ GAME 42620 Saint-Martin-d'Estréaux
- Code AIOT : 0054200809
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Etablissement spécialisé dans l'abattage de volailles.  
Inspection des réseaux de rejet d'eaux industrielles et pluviales.

### Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
7	Stockage	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
8	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 12 et 14	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
5	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de l'inspection :

- le plan des réseaux est obsolète, des exutoires et des canalisations sont inconnues de l'exploitant ;
- défaut de maintenance du site : les grilles d'évacuation des eaux pluviales ne sont pas currées régulièrement, stockage d'encombrants et d'autres déchets sur site ;
- absence de rétention pour des produits stockés en extérieur ;
- dysfonctionnement du système de récupération des fuites éventuelles au niveau de la station de carburant.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  Le plan des réseaux fourni est obsolète et incomplet. Par ailleurs, les exutoirs du filtre à hydrocarbure et de la grille du parking des véhicules au fond du site n'ont pas été trouvés physiquement sur le terrain. Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le plan des réseaux et de positionner sur ce dernier l'ensemble des exutoires manquants.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3mois

**N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
<b>Constats :</b>  Le point de rejet au milieu en sortie de la station de traitement de la SAS Valeyre ne crée pas de désordre visible au niveau du ruisseau du Montvernay (Constat OFB).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Points de prélèvement aménagés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Présence effective et accessible d'un poste de prélèvement en sortie de la STEP de la SAS VALEYRE. Accès possible à un intervenant extérieur.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 4 :** Respect des périodicités minimales de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] <p>Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation.</p> [...]
<b>Constats :</b>  La SAS Valeyre respecte les périodicités minimales de surveillance qui lui sont demandées dans son AP.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 :** Respect des VLEActions correctives en cas de dépassement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLEActions correctives en cas de dépassement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 21-II « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. »  Article 58-IV « Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »
<b>Constats :</b>  Les VLE sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 :** Transmission GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites

prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<b>Constats :</b>  Les données de l'autosurveillance sont absentes de GIDAF depuis décembre 2023. L'exploitant nous a présenté les résultats en format papiers de l'autosurveillance pour janvier et février 2024. Les résultats de l'autosurveillance de 2024 devront être intégrés à GIDAF en continu.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15jours

#### N° 7 : Stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : dans le cas des liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne sont rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.
<b>Constats :</b>  Présence de cuves plastiques (1000l) en attente de reprise par le fournisseur suite à une erreur de commande et de différents fût ( en métal et en plastique) stockés sur une palette sans rétention. Il est demandé à l'exploitant de mettre tous les produits présentant un risque pour l'environnement sur des rétentions adéquates.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15jours

#### N° 8 : Prévention des accidents et des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 12 et 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art. 12 : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation de l'installation pour prévenir les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols.</p> <p>En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant fournit, dans les meilleurs délais, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore et les ouvrages exposés à cette pollution.</p> <p>Les effluents aqueux récupérés, susceptibles d'être pollués (pompage, lavage d'installatoin, etc.) sont stockés avant leur valorisation ou élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution.</p> <p>Art. 14 : Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.</p> <p>Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>1/ L'aire de stationnement des véhicules faisant le plein de carburant (station de l'entreprise) qui jouxte l'aire de lavage des véhicules doit être réétudier notamment au niveau de ses pentes pour une bonne récupération des fuites éventuelles de carburant. En effet, les eaux de ruissellement semble partir dans le sol plutôt que d'être récupérées par la grille.</p> <p>2/ Les grilles d'évacuation des eaux pluviales du site ne sont pas curées régulièrement et peuvent provoquer des débordements source de polution du milieu.</p> <p>Il est demandé un entretien régulier de ces grilles et canalisations d'eaux pluviales et un enregistrement de ces opérations de maintenance.</p> <p>3/ les points de rejet des eaux pluviales au milieu naturel en provenance du parking de ressuyage des camions (au fond du site) et sous réserve que l'exutoire de ce dernier soit bien le milieu naturel ainsi que les eaux provenant de la cour intérieure et des quais de déchargement des petits véhicules (après le portail électrique d'entrée) devront être équipé d'un système de traitement des hydrocarbures.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3mois</p>

#### N° 9 : Dispositions générales

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien du site</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu propre en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantation, engazonnement...).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été noté la présence de nombreux encombrants et déchets divers à l'arrière du bâtiment tech-</p>

nique situé à côté de l'aire de dégrillage.  
Il est demandé à l'exploitant de trier et d'évacuer ces encombrants selon les filières adéquates de traitement et de fournir les justificatifs de leur bonne élimination à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 15jours